



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens Cedex 1

Amiens, le 24/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERBAU FRANCE SAS ex VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS (exPANAVI)

ZAC Haute Picardie, allée de Londres
80200 Estrées-Deniécourt

Références : 2024-E10168
Code AIOT : 0005105433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement VERBAU FRANCE SAS ex VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS (exPANAVI) implanté ZAC Haute Picardie, allée de Londres 80200 Estrées-Deniécourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERBAU FRANCE SAS ex VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS (exPANAVI)
- ZAC Haute Picardie, allée de Londres 80200 Estrées-Deniécourt
- Code AIOT : 0005105433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VERBAU FRANCE exploite, sur le territoire de la commune d'Estrées-Deniécourt, une

usine de fabrication de confitures industrielles, de biscuits et de desserts cuits commercialisés en verrine. Les produits des deux premières productions entrent notamment dans la composition des desserts en verrine. Le site regroupe également une activité d'emballage des desserts en verrines pour le groupe belge et une activité d'hub-logistique (accueil des produits frais et redirection vers les différents sites du groupe). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 27/03/2006.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des eaux polluées et eaux résiduaires internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 5.1.5	Sans objet
2	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 4.3.4	Sans objet
4	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 56	Sans objet
5	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 4.1.1	Sans objet
6	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 4.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre des justificatifs de conformités à la Préfecture et à l'Inspection des installations dans un délai de 2 mois à réception du présent rapport de visite d'inspection. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Les eaux résiduelles produites à la semaine sont pour moitié (environ 25m ³) récupérées hebdomadairement par pompage (société ETPS) dans une benne de la société COLLECO (négociant déchets) pour élimination par bio méthanisation chez SAS BIOMETHANE DE L' AISNE. Les documents suivants, présentés à l'inspection des installations classées, en attestent : <ul style="list-style-type: none">• le récépissé de transport n°0337 de la société ETPS du 14/10/2024,• le bon d'intervention n°10240124 de la société COLLECO du 14/10/2024 pour une opération de déstockage d'une benne d'eau souillée de 25 m³,• le bordereau de suivi de déchets n° 10240124-ART0052-7• l'agrément de l'établissement SAS BIOMETHANE DE L' AISNE au titre de l'article 24 1.g du règlement (CE) n°1069/2009.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de pré-traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. [...] Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
Constats : Deux registres centralisant le suivi des paramètres des installations de pré-traitement existent et sont présentés à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">• un registre interne répertoriant hebdomadairement les paramètres de qualité du rejet des eaux en sortie de la station de pré-traitement interne au site (SBR),• un registre externe répertoriant les paramètres de suivis avant prétraitement : une analyse hebdomadaire est réalisée au niveau du bassin tampon et en entrée de la station de pré-

<p>traitement.</p> <p>Un fichier de suivi des non-conformités "sécurité-environnement" intégrant des axes d'analyse et des actions correctives est par ailleurs présenté. En cas d'incidents "eau", ce fichier les répertorierait (pas d'incident de ce type depuis la création du fichier).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion des eaux polluées et eaux résiduaires internes à l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 4.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées et eaux résiduaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le rejet des eaux résiduaires dans une station d'épuration collective fait l'objet d'une demande préalable auprès du gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement. Il donne lieu à l'établissement d'une convention écrite, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un accord de principe préalable à une convention spéciale de rejet de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement de la ZAC d'Estrées-Deniécourt, datant du 31/03/2022, a été présenté à l'inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, le 11 octobre 2024, l'exploitant a contacté la Communauté de Communes Terre de Picardie afin de récupérer une convention de rejets. Il estime pouvoir transmettre cette convention à l'inspection des installations classées d'ici 2 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous deux mois à réception du rapport de visite d'inspection, l'exploitant transmettra à la Préfecture et l'Inspection des installations classées la convention de rejets des eaux résiduaires passée avec la Communauté de Communes Terre de Picardie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Émissions dans l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 56</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des mesures et déclaration GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre</p>

« Débit	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j
Température	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j
pH	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j
DCO (sur effluent non décanté)	<ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle pour les effluents raccordés • Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Matières en suspension	<ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle pour les effluents raccordés • Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
DBO ₅ (*) (sur effluent non décanté)	<ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle pour les effluents raccordés • Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Azote global	<ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle pour les effluents raccordés • Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Phosphore total	<ul style="list-style-type: none"> • Semestrielle pour les effluents raccordés • Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
[...]	[...]

<p>(*) Pour la DBO₅, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures réalisées à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration collective sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>	
<p>Constats :</p> <p>Le registre externe de suivi des paramètres des eaux résiduaires (vu en point de contrôle 2) fait état d'analyses hebdomadaires pour le pH, la Température, les MES, DCO, DBO, NTK, NGL, Phosphore total et SEH.</p> <p>Cette fréquence va au-delà des fréquences prévues dans l'article visé ci-dessus et de celles actées dans l'accord de principe préalable à une convention de rejets des eaux résiduaires signé avec la Communauté de Communes Terre de Picardie, le 31 mars 2022.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dès que la convention de rejets des eaux résiduaires sera signée (cf. point de contrôle 3), l'exploitant devra déclarer les mesures de paramètres de suivi de rejets dans l'application ministérielle d'autosurveillance des Installations Classées Protection de l'Environnement dénommée GIDAF. L'inspection des installations classées créera un cadre GIDAF dédié à l'établissement VERBAU.</p>	
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>	

N° 5 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau - compteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'alimentation en eau de l'établissement est assurée par le biais du réseau d'adduction public pour les besoins sanitaires, la constitution des produits, les condensateurs évaporatifs et les installations de sécurité.</p> <p>La consommation maximale journalière pour ces usages est de 130m³/jour.</p> <p>L'usine sera dotée de plusieurs compteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> compteur général à l'entrée de l'usine, compteur froid situé dans la salle des machines à l'ammoniac compteurs pour les pétrins. <p>Le relevé des compteurs sera effectué hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un</p>

Le relevé des compteurs sera effectué hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>La relève du compteur général à l'entrée du site est réalisée quotidiennement. Le registre centralisant ces relèves a été présenté à l'inspection des installations classées. Y sont également enregistrées les relèves du compteur d'eau RIA.</p> <p>Pour les autres compteurs d'eau cités dans l'article visé ci-dessus, l'exploitant a déclaré leur mise à l'arrêt compte tenu du changement d'exploitation (rachat du site par VERBAU en décembre 2022). Ce qui a été confirmé lors de la visite in-situ.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin d'actualiser la prescription, l'exploitant peut solliciter à travers un porter-à-connaissance qu'il transmettra au Préfet une modification de cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bon état de fonctionnement du dispositif d'isolement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours dans les réseaux d'adduction d'eau publique.</p> <p>Ce dispositif est maintenu en bon état de fonctionnement. Il est installé et vérifié conformément aux dispositions en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une procédure de vérification des disconnecteurs et clapets antipollution pour protéger les réseaux d'eau potable existe et a été présentée à l'inspection des installations classées. Elle prévoit l'intervention de la société de maintenance AXIMA une fois par an.</p> <p>La dernière intervention a eu lieu le 24/10/2023. La fiche d'intervention en attestant a été transmise à l'inspection des installations classées. La société de maintenance a été contactée en septembre 2024 pour un prochain passage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra la fiche d'intervention 2024 de maintenance du disconnecteur .</p>
Type de suites proposées : Sans suite